



**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences
de certains plans et programmes sur l'environnement (article 7.2)**

Avis

**de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
sur le rapport sur les incidences environnementales relatif à la refonte du Plan d'aménagement
général (PAG) de la commune de Strassen**

N/Réf: 72986
Dossier suivi par Philippe Peters
Tél : 2478 6827
Email : philippe.peters@mev.etat.lu

I. CONTEXTE

I.1. Obligations légales

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique (EES). Elle instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (ci-après le Ministre) ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendus en leurs avis.

I.2. Modalités procédurales

L'administration communale de Strassen, en sa fonction d'autorité responsable du plan, a soumis pour avis au Ministre le projet d'aménagement général (ci-après le projet de PAG) élaboré par le bureau d'études Van Driessche, en collaboration avec Efor-Ersa et a+a, ainsi que le rapport environnemental afférent finalisé par le bureau d'études CO3.

Selon les vœux de l'article 6.3 de la loi modifiée du 22 mai 2008, mon prédécesseur avait déjà émis en date du 6 mars 2013 un avis sur l'ampleur et le degré de précision des informations que le

rapport environnemental relatif au projet de PAG sous avis devrait contenir. Un avis supplémentaire du 12 novembre 2018 est venu compléter ce premier avis. Il est à noter que l'UEP à la base de l'avis du 6 mars 2013 a été élaborée par Prosolut, tandis que les documents complémentaires, de même que le rapport environnemental, ont été finalisés par CO3.

Lesdits avis comportaient un certain nombre de précisions et recommandations en ce qui concerne le contenu et la démarche du rapport environnemental proprement dit, dont notamment :

- la distinction précise à faire entre le PAG en vigueur et le projet de PAG,
- la localisation des établissements classés sur un plan tout en faisant le lien avec les zones à urbaniser,
- la présentation d'une liste coordonnée des sources de données utilisées,
- le cadrage des PAP par le PAG,
- l'identification des thématiques à évaluer en détail pour toutes les surfaces,
- la mise à disposition de toutes les informations visées par l'article 5 de la loi modifiée du 22 mai 2008,
- la présentation dans un tableau de synthèse de l'ensemble des mesures développées dans le rapport environnemental,
- l'identification des sites potentiellement contaminés,
- la prise en compte de la protection stricte de certaines espèces animales et végétales protégées,
- l'estimation sommaire des besoins compensatoires générés par la mise en œuvre du PAG,
- le bilan de la consommation foncière,
- la mise en valeur des paysages et des espaces verts intra-urbains en intégrant les biotopes et éléments structurels existant dans le tissu urbain,
- la cumulation de zones à développer à l'Est et au Nord du tissu urbain existant,
- la réalisation d'études de terrain sur base d'avis d'experts (avifaune, chiroptères) (avis complémentaire),
- la concrétisation de mesures anti-bruit pour certaines zones (avis complémentaire),
- la prise en compte des dispositions de la nouvelle loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (avis complémentaire),
- des précisions concernant certaines zones à urbaniser.

Dans un souci de transparence, je tiens encore à vous rendre attentif, en ce qui concerne la mise en œuvre du PAG, à la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) et le règlement grand-ducal y afférent. Ainsi, la construction d'un projet d'aménagement urbain en exécution d'un PAP NQ dont la surface de scellement du sol est supérieure à 100.000 m² est soumise d'office à une EIE. Une décision par l'autorité compétente sur la nécessité d'une EIE est à prendre au cas par cas pour tout projet dont le scellement du sol se situe entre 20.000 et 100.000 m².

II. ANALYSE DU RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

En vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le Ministre émet son avis sur l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux : d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre du projet de PAG. Le présent avis se résume aux considérations relevant des attributions du Ministre, sans préjudice des remarques à formuler par les autres autorités compétentes. Les avis internes de l'Administration de l'environnement et de l'Administration de la gestion de l'eau sont intégrés dans le présent avis.

II.1 De la qualité générale du rapport environnemental

A la saisine étaient joints le projet de PAG soumis à la délibération du conseil communal en date du 27 février 2019 en vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 et le rapport environnemental datant de janvier 2019. En annexe du rapport environnemental se trouvent plusieurs avis d'experts (COL, ProChirop) ainsi qu'une cartographie actualisée des biotopes protégés par Efor-Ersa. Aucune étude de terrain, ni pour les chiroptères, ni pour l'avifaune ne vient compléter le dossier.

Généralement, il convient de noter que le rapport environnemental est particulièrement bien structuré et présenté ce qui en facilite la lecture et la compréhension. Malgré le délai assez long entre la première phase de l'élaboration du rapport environnemental et sa finalisation, ainsi que le changement au niveau des experts responsables de l'EES, les auteurs du rapport environnemental ont réussi à présenter de manière transparente la transition entre les deux phases de l'élaboration du rapport et les changements qui ont eu lieu en cours de route (voir tableau 2). En outre, le résumé des sources utilisées ainsi que le plan de synthèse reprenant des données environnementales fondamentales (« Servituden-Plan ») soutiennent le lecteur dans son appropriation des informations fournies. Il en est de même des tableaux récapitulatifs des mesures d'atténuation à mettre en œuvre par zone (chapitre 7.5). Par contre, le rapport environnemental aurait pu être allégé par l'intégration de la liste des établissements classés dans une annexe (lien à faire avec le plan de synthèse précité) au lieu de sa présentation dans le corps du texte.

Les auteurs du rapport ont intégré dans un seul chapitre la description de la situation environnementale et l'évaluation des effets du projet de PAG à son échelle globale par rapport aux objectifs environnementaux. Cette approche – pour autant qu'il y ait une distinction claire entre la description de la situation existante et l'évaluation du projet de PAG – a l'avantage de synthétiser plusieurs informations requises dans un seul chapitre et d'éviter ainsi certaines redondances. Un désavantage en est que l'évaluation du projet de PAG dans son ensemble intervient déjà avant que le lecteur n'ait pu s'approprier plus en détail les différentes zones à urbaniser et leurs conséquences environnementales. Il en résulte que les mesures recommandées restent souvent à un niveau de description sommaire, sans être précisées dans un contexte spatial cumulant différentes zones (p.ex. le développement des zones au nord de la route d'Arlon 10, 11, 12, 15). Dans ce contexte, il faut remarquer le caractère répétitif et par moment échangeable de certaines descriptions et conclusions au niveau de l'évaluation individuelle de certaines zones à urbaniser. Une approche plus spécifique combinée à une analyse plus critique des schémas directeurs à la base de l'évaluation aurait amélioré la qualité générale du rapport environnemental.

Pour ce qui en est des dispositions issues des différents plans directeurs sectoriels (notamment du plan directeur sectoriel « transports ») et reprises dans le projet de PAG, il aurait été requis non seulement de se baser sur les projets de règlement grand-ducaux y relatifs, mais également sur les informations et conclusions des rapports environnementaux afférents. Dans ce même contexte, il est à noter que la voie de délestage/d'accès complémentaire, matérialisée par un « couloir pour projets routiers », entre les PAP Pescher 5 & 6 et le rond-point au Nord, n'a pas été thématiquée dans le rapport environnemental, alors qu'elle constitue un élément structurant de la stratégie à la base du projet de PAG qui risque de se heurter au réaménagement de la décharge pour déchets inertes (voir également chapitre II.2 du présent avis).

Les auteurs du rapport environnemental expliquent que certaines régularisations d'équipements réalisés en zone verte (p.ex. aires de jeux, espaces verts publics,...) sont envisagées dans le projet de PAG. Ces modifications sont évaluées de manière synthétique, ce qui constitue une approche valable. Cependant, le constat de l'absence général d'incidences notables n'est qu'insuffisamment argumenté au vu de la présence de biotopes protégés et de la fonction de la zone dans le maillage écologique. Dans ce contexte, il faut également mettre en évidence que les zones en question n'apparaissent pas comme zones faisant partie de la zone verte sur le plan « Übersichtsplan SUP-

Flächen » reprenant la délimitation de la zone verte en fonction du PAG en vigueur, ce qui peut induire en erreur. Ce déficit est comblé par une identification suffisamment précise des zones concernées dans le rapport environnemental (chapitre 7.4).

En ce qui concerne les objectifs environnementaux, il est rendu attentif à la nécessité de veiller pour les dossiers futurs à une actualisation de l'objectif 1 relatif à la protection du climat et l'adaptation au changement climatique sur base du plan national intégré en matière d'énergie et du climat en élaboration et visant une réduction plus conséquente de CO₂ (50-55 % par rapport à 2005). De même, il est indiqué de se référer de manière conséquente au deuxième plan national pour la protection de la nature (PNPN) de 2017.

Population/Santé humaine

Etablissements classés

Comme mentionné ci-dessus, le rapport environnemental comprend une liste d'établissements classés tombant sous le champ d'application de la législation relative aux établissements classés (loi modifiée du 10 juin 1999) et une carte de localisation de ces établissements. Or, par la suite du rapport environnemental, les effets éventuels négatifs sur l'homme, tels que polluants dans l'air ambiant, sites contaminés, odeurs, rayonnements électromagnétiques ou bruit ne sont plus pris en compte lors de l'évaluation. Bien qu'il soit indiqué comme mesure générale aux pages 45 et 275 du rapport environnemental que les situations autorisées en matière d'établissements classés dits « Commodo » doivent être respectées, la transposition concrète de cette mesure au niveau du projet de PAG n'est pas perceptible.

Notons dans ce contexte que, d'une manière générale, il y a lieu de veiller aux situations de rapprochement d'établissements classés par rapport à des zones dans lesquelles des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée, de même qu'aux situations de rapprochement dans le sens inverse. Dans ces cas, il y a lieu de respecter la situation autorisée suivant la législation relative aux établissements classés. Ceci compte également pour d'éventuels établissements classés situés en périphérie extérieure du territoire communal.

Seveso

Dans le chapitre 6.1.3 du rapport environnemental, le sujet des dépôts pétrolier situés sur le territoire de Bertrange et notamment leurs zones de sécurité « SEVESO » empiétant partiellement sur le territoire de Strassen, est présenté. Il importe de noter qu'actuellement la thématique est régie par la *loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*.

Bruit

Les auteurs du rapport environnemental décrivent à juste titre que certaines parties du territoire de Strassen sont exposées au bruit dû au trafic routier, notamment aussi le trafic de transit. Ils concluent à la page 30 que le projet de PAG aura comme conséquence un accroissement supplémentaire, des nuisances acoustiques ceci principalement par le développement de zones d'envergure (2, 6, 10, 11, 13). En outre, ils constatent que les normes applicables en matière de la pollution de l'air (particules fines) sont encore respectées, tout en soulignant, à juste titre, le risque d'une accentuation de la situation compte tenu de la densification envisagée du tissu urbain. Les thématiques trafic-bruit- qualité de l'air sont donc d'une grande importance pour le projet de PAG. Certains éléments de la stratégie à adopter sont évoqués sans que la cohérence de la stratégie par rapport aux développements projetés ne soit évaluée plus en détail et mise en évidence par des

plans de synthèse à une échelle plus fine et dans une approche cumulée (p.ex. zones 10, 11, 12 et 15). La réalisation d'un réseau de qualité pour renforcer la mobilité douce couplée à des espaces verts soutenant en plus la circulation de l'air frais est un aspect important dans ce contexte. Par contre, la logique de vouloir rapprocher davantage les zones d'habitation à l'autoroute et aux nouvelles routes prévues au nord est moins compréhensible.

En ce qui concerne la définition de zones tampon (voir également chapitre 3 du présent avis) visant à réduire l'impact acoustique, il y a lieu de préciser que les définitions utilisées dans le cadre de l'aménagement ou la conservation de bandes végétales ne s'apprêtent pas à servir d'écran anti-bruit. En effet, il est à vérifier si des mesures anti-bruit y restent réalisables pour les zones concernées par des nuisances sonores significatives. Le cas échéant, lesdites servitudes seraient à préciser sans que toutefois la qualité d'intégrité paysagère recherchée en soit substantiellement réduite.

Au chapitre 9.4 « *Kumulative Wirkungen und Schutzgutbetroffenheit* », les auteurs du rapport environnemental concluent que : « *Ein Massnahmenkonzept zum Thema Lärm sollte planerische, verkehrliche, technische, bauliche, gestalterische und organisatorische Massnahmen bündeln* ». Il aurait été intéressant de lire plus de détails sur ce concept déjà au niveau du projet de PAG et du rapport environnemental.

En vue d'atteindre un degré de planification élevé des différentes surfaces, afin de localiser à temps d'éventuels nouveaux points névralgiques et afin de pouvoir préciser à temps utile la conception des mesures de réduction acoustiques, une étude de bruit peut s'avérer nécessaire dans le cadre des planifications subséquentes (p.ex. EIE, établissements classés).

Finalement, le rapport environnemental ne mentionne pas que le plan d'action contre le bruit des grands axes routiers publié par l'Administration de l'environnement a identifié une zone prioritaire de gestion de bruit (« hotspot » bruit) à Strassen au niveau de la N6 - route d'Arlon à Strassen. En outre, il ne faut pas oublier que la situation acoustique telle que représentée par exemple, pour le trafic routier et ferroviaire avec les cartes de bruit de 2016, n'est pas statique, et qu'en raison de diverses modifications projetées sur le territoire de Strassen (p.ex. autoroute avec 3^{ème} voie, voies de délestage, projet de mise en souterrain de l'autoroute (surface n° 18)), la situation acoustique changera. Or, ces changements positifs et négatifs seraient à prendre en compte dans les études de bruit à réaliser le cas échéant aux niveaux de planification subséquents. A noter encore qu'en ce qui concerne l'élaboration d'une étude acoustique, l'Administration de l'environnement a élaboré un guide y relatif qui peut être téléchargé par l'intermédiaire du portail « *emwelt.lu* » : <https://environnement.public.lu/fr/emweltprozeduren/Formations/Guide-impact-sonore.html>.

Ligne électrique aérienne

Selon le plan « *Schutzpotentiale* » au chapitre 9 de l'étude préparatoire, un tronçon de ligne électrique aérienne se situant à la limite Est de la commune de Strassen n'est pas intégré dans l'inventaire initial (page 45). Sous le chapitre « 7.3.1 Fläche n°2 », cette ligne aérienne est relevée et il est fait référence à juste titre à la circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 émise par le Ministre de l'Intérieur recommandant, pour des raisons préventives, aux bourgmestres de ne plus créer des terrains à bâtir à proximité immédiate d'une ligne haute tension et en recommandant des distances minimales.

Les mesures retenues dans le rapport environnemental pour la surface 2 visant, soit à garder une certaine distance par rapport aux lignes électriques, soit à les enterrer, ne se retrouvent pas matérialisées dans le projet de PAG. Notons de même que les effets et les mesures à prendre pour d'autres surfaces le long de la ligne électrique aérienne ne sont pas mentionnés dans les schémas directeurs « *Umsiedlung Hein* » et « *Kiem* » dont la surface 2 fait partie.

Complémentaire, il importe de mentionner que suivant le « *Règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites* » publié par le Ministère de l'Intérieur, il est proposé que : « Les constructions abritant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes, situées à une distance inférieure à 50 m par rapport à toutes lignes à haute tension aérienne ou au-dessus de lignes à haute tension enterrées, sont interdites. » (<https://mint.gouvernement.lu/de/publications/brochure-livre/reglement-batisses-voies-publiques-sites.html>). En outre, les lignes aériennes d'énergie électrique (> 1kV) tombent aussi sous le champ d'application de la législation relative aux établissements classés et les conditions d'exploitation sont fixées par arrêtés ministériels.

Diversité biologique/Protection des espèces

En ce qui concerne le volet « protection de la nature », il est constaté avec satisfaction que les auteurs du rapport environnemental se réfèrent, malgré la durée relativement courte entre son entrée en vigueur et la finalisation du rapport environnemental, à la nouvelle loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ce qui en améliore considérablement l'utilisation par la suite.

Par rapport à Natura 2000, les auteurs ont omis d'identifier en page 24 la zone 19 située à proximité directe du réseau Natura 2000 et dont la régularisation, au vu de la partie écrite proposée, est à prendre en compte (voir également chapitre ci-après). Pour le reste, le volet « Natura 2000 » est d'une moindre importance compte tenu de la localisation de la zone protégée concernée au Nord du territoire communal au-delà de l'autoroute A6.

Pour ce qui en est des espèces protégées, il convient de souligner la qualité et la pertinence des tableaux synthétiques présentés au chapitre 3 qui s'avèrent très utiles pour cadrer la thématique par rapport au projet de PAG. D'après l'information fournie, aucune donnée ne confirmerait la présence du muscardin, ce qui devrait être reconsidéré au vu de la présence de structures écologiques potentiellement intéressantes sur certaines zones. Il faut également rappeler l'absence d'études de terrain, de manière à ce que les conclusions des auteurs du rapport environnemental se basent uniquement sur des données existantes et l'appréciation de la potentialité écologique des terrains à urbaniser. Cette approche permet cependant déjà au niveau du PAG de différencier les surfaces sensibles et de cadrer la finalisation du PAG ainsi que l'élaboration des PAP. La revendication de réaliser des études de terrain au niveau des planifications subséquentes ne peut être que soutenu, alors que les besoins compensatoires potentiels pour la destruction d'habitats d'espèces (6.967.400 écopoints) sont substantiels. A cela s'ajoutent encore 1.545.358 écopoints pour la destruction de biotopes protégés.

A noter encore qu'il aurait été indiqué de préciser dans la référence au cadastre des biotopes en milieu ouvert mis à disposition au géoportail (page 98) que le cadastre en question ne comprend pas les haies et autres structures écologiques facilement repérables (groupements d'arbres,...).

Consommation /Protection du sol

Les auteurs du rapport environnemental présentent le bilan de la consommation foncière au chapitre 6.5. Le potentiel foncier envisagé par le projet de PAG est important avec 103,04 hectares, sans prendre en considération les lacunes dans le tissu urbain dont l'envergure n'est pas précisée dans le rapport environnemental. 23,72 hectares constituent des extensions et 43,7 hectares sont superposées par une ZAD. Dans leurs conclusions les auteurs estiment que le bilan (55,93 hectares) est conforme à la valeur d'orientation (59,04 hectares sur 12 ans) si l'on considère les parties de

terrain déjà urbanisées et les ZAD. Ce constat n'est pas tout à fait juste alors que les extensions (p.ex. zone 10) superposées par une ZAD ne peuvent pas être déduites du bilan et qu'il n'est pas clair comment les zones BEP_ep ont été considérées, malgré l'explication donnée en page 117 qu'elles seraient incluses dans le bilan. Au vu de ce qui précède, le bilan foncier dépasse la valeur d'orientation par au moins 2,71 hectares. En outre, la stratégie à la base du potentiel foncier n'est pas élucidée, ce qui est regretté étant donné que le message qui peut en être déduit est ambivalent, d'un côté viser à terme un potentiel foncier important et, d'un autre côté, en limiter le développement de manière conséquente par des ZAD.

Protection et gestion de l'eau

Volet "Eaux souterraines"

Plusieurs zones à urbaniser se trouvent entièrement ou en partie dans une zone de protection de captages provisoire (p.ex. 10) ou en procédure publique (p.ex. 13, 15, 16, 19). Les dispositions relatives à ces zones de protection peuvent avoir une influence sur leur future urbanisation. Il est donc vivement recommandé que la commune se tienne au courant de l'état d'avancement des études de délimitation desdites zones tout en suivant l'évolution de la procédure d'élaboration des règlements grand-ducaux. Cette information devrait également être communiquée aux maîtres d'ouvrage des futurs projets urbanistiques. A toutes fins utiles, il est rendu attentif au règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masse d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Volet "Hydrologie"

Au vu de la localisation du réseau hydrographique sur le territoire de la commune de Strassen, le projet de PAG n'aura pas d'importantes incidences sur les cours d'eau. Il est cependant indiqué de prévoir une servitude "urbanisation-cours d'eau" le long du cours d'eau "Aalbaach" au niveau des zones BEP et MIX-u au lieu-dit "Grousswiss" à Strassen, ainsi que pour son affluent au lieu-dit "Rausch" venant de la piscine "Les Thermes". Ce type de servitude est indispensable pour contribuer à atteindre le bon état écologique des cours d'eau en vertu de l'article 5 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. La servitude aura comme finalité de protéger les cours d'eau précités par une bande à rester libre de 5 mètres de largeur de part et d'autre des berges du cours d'eau.

Volet "Zones inondables"

Aucune zone ou bâtiment ne se trouve apparemment dans une zone inondable. Pourtant, il est recommandé de représenter sur la partie graphique du PAG non seulement la zone inondable HQ extrême, mais également les zones HQ10 et HQ100.

Volet "Eaux usées"

Les auteurs du rapport environnemental évoquent brièvement à la page 130 que la commune de Strassen est raccordée à la STEP de Beggen et que celle-ci aurait suffisamment de capacités en réserve. Une argumentation plus détaillée à la base de ce constat n'est pas mise à disposition. Il est à noter dans ce contexte que la STEP de Beggen subira des transformations importantes dans les années à venir pour en effet pouvoir répondre à la croissance de la population. Au vu de l'important potentiel foncier prévu dans le projet de PAG et de son phasage par des ZAD, il importe de coordonner la mise en oeuvre du PAG avec le développement de la STEP.

Protection des paysages

Compte tenu de sa topographie, du tissu urbain existant relativement dense et de la localisation de la commune dans l'enceinte de l'agglomération de la Ville de Luxembourg, l'évaluation paysagère en relation avec le projet de PAG se limite à l'aménagement des espaces de transition entre le bâti et le paysage ouvert, respectivement la mise en réseau d'espaces verts. Même si ces sujets sont sommairement développés dans le rapport environnemental, le lecteur reste un peu sur sa faim vu le degré de détail très sommaire des mesures proposées. Se pose, par exemple, dans ce contexte la question par quels moyens le projet de PAG concrétise la recommandation « sensibler Umgang mit Ortseingängen und Ortsrändern bezüglich der landschaftlichen Einbindung » au Nord de la route d'Arlon, compte tenu des extensions y prévues, de l'absence de servitudes et de la réservation d'un couloir pour projets routiers dans l'enceinte de l'ancienne décharge pour déchets inertes qui reste encore à réaménager.

Ainsi, il aurait été intéressant, compte tenu des synergies potentielles à développer entre les thématiques biodiversité-maillage écologique-paysage-santé humaine, d'élaborer pour les besoins du rapport environnemental des plans à l'échelle communale ou de quartier, pointant d'une manière plus claire, les déficits de la situation existante tout en précisant davantage la qualité des aménagements paysagers futurs. La liste exhaustive des mesures générales issues du PSP n'a que peu de plus-value dans ce contexte, alors qu'aucune zone du PSP ne se recoupe avec le tissu bâti existant ou futur et que la problématique paysagère du PAG se situe à un autre niveau.

Mesures de suivi

Le chapitre dédié au « monitoring » reprend les mesures compilées dans le tableau présenté au chapitre 7.5 en ajoutant les différentes autorisations requises. Il se limite aux zones, sans préciser et hiérarchiser à l'échelle globale du PAG les principales thématiques nécessitant un suivi compte tenu des incidences potentielles négatives qui peuvent accompagner la mise en oeuvre du PAG, ce qui est regretté. Dans ce contexte, une attention particulière est à porter au complexe trafic-bruit-qualité de l'air, à la mise en réseau et la qualité de l'aménagement des espaces verts, les mesures compensatoires, les études de terrain en relation certaines espèces protégées, la concordance entre le développement urbanistique et l'épuration des eaux usées. En ce qui concerne les surfaces contaminées ou potentiellement contaminées, le rapport environnemental renvoie simplement vers l'Administration de l'environnement. Avant toute viabilisation des terrains en question, il faut garantir que les usages futurs du projet soient compatibles avec les éventuelles teneurs résiduelles en polluants dans le sol. Le sujet est à ajouter au « monitoring ».

En conclusion, le rapport environnemental soumis pour avis est d'une grande qualité en ce qui concerne sa structuration et présentation. Les auteurs ont généralement fait écho aux recommandations formulées dans les avis établis en phase 1 de l'élaboration du rapport environnemental. Le rapport environnemental aurait gagné en qualité par une évaluation plus ciblée et détaillée de certaines thématiques (e.a. pertinence de la mise en réseau d'espaces verts, transition paysagère, cumulation d'effets dans certains espaces). Il constitue une bonne base pour finaliser le projet de PAG. Les points visés par l'article 5 de la loi modifiée du 22 mai 2008 sont abordés dans le rapport environnemental.

II.2 Remarques spécifiques concernant les différentes surfaces évaluées

L'évaluation de certaines des surfaces évaluées dans le rapport environnemental appelle de ma part les commentaires suivants¹.

- **Zones 1 & 14** : voir remarques ci-après au sujet de la partie écrite relative aux servitudes.
- **Zone 19** : Le rapport environnemental ignore certaines remarques formulées dans l'avis du 12 novembre 2018, notamment que le classement a été vu d'un oeil critique et que la partie écrite spécifique à présenter devrait empêcher des constructions supplémentaires à cet endroit. Le cas échéant, une évaluation sommaire « Natura 2000 » a été demandée. Au vu de la partie écrite proposée celle-ci est requise. Faisant suite à une réunion avec le promoteur du projet, un classement pourra être accepté uniquement du bâtiment existant tout en définissant une zone REC_équitation spécifique (sans tourisme rural, vente à la ferme). Sur base d'un projet concret le classement des terrains vers l'Ouest/Est est à voir – en coordination avec la Ville de Luxembourg – pour le reste du site dans le cadre d'une modification ponctuelle.
- **Zone 2** : Il s'agit d'un développement majeur prévu dans le projet de PAG comprenant également une extension. D'après l'interprétation du Ministère de l'Environnement, la « zone potentielle de développement » marquée sur la partie graphique du PAG en vigueur n'est pas à considérer comme une zone destinée à être urbanisée, de manière à ce que non seulement la partie de l'extension à l'extérieur de cette zone potentielle, mais également le classement de la zone potentielle sont à considérer comme modification de la délimitation de la zone verte. La zone à urbaniser est couverte par plusieurs PAP (un seul schéma directeur). Elle comprend une partie déjà urbanisée et à restructurer ainsi qu'un espace agricole comprenant un certain nombre de biotopes protégés formant, e.a, le long de l'autoroute et dans sa partie Sud-ouest un maillage relativement cohérent. Les remarques suivantes sont à prendre en compte dans ce contexte :
 - Le projet comprend une servitude « trame verte » relativement grande, dont la forme « en croix » n'est pas convaincante, alors qu'elle ne permet pas de lier de manière efficace des espaces verts intéressants (e.a. entre le quartier et le milieu environnant). L'intégration et la qualité de l'aménagement des bordures Ouest et Est dans cette trame ne sont pas détaillées. Se pose la question s'il ne serait pas plus approprié de valoriser cette trame aux endroits accueillant les habitations et les services administratifs, tout en séparant ces fonctions de la zone d'activités au Sud, au lieu de connecter ces zones par la trame qui – dans sa partie Sud – risque d'aboutir dans un endroit peu intéressant. En effet, la reconfiguration du réseau routier à cet endroit aura comme conséquence une destruction supplémentaire de la zone de verdure désignée sur la partie graphique. La configuration de ce réseau semble avoir été développée avant tout dans une optique de mise en réseau de pistes cyclables/piétonniers et moins dans l'optique de créer des espaces verts de qualité.
 - Si à première vue la trame verte peut paraître intéressante, il ne faut pas perdre de vue qu'uniquement 20 % de la surface ainsi définie sont à laisser libre de constructions et qu'à l'intérieur de ces 20 % des constructions restent autorisables (dont également les réseaux routiers), ce qui ne contribue guère à la qualité de ces espaces verts. Le schéma directeur reste très vague en ce qui concerne l'aménagement de ces zones. Aucune

¹ Selon l'ordre de présentation des zones dans le rapport environnemental

estimation chiffrée sur l'envergure des surfaces à céder n'est présentée dans le SD, de manière à ce que l'envergure concrète de cette trame n'est pas palpable.

- Même si les auteurs du schéma directeur proposent de maintenir dans la mesure du possible des biotopes protégés, l'intégration ultérieure en sera très difficile voire impossible au vu de la configuration de la zone. Considérant la détérioration/destruction prévisible de biotopes (SukL3, Gbm1 – voir cartographie des biotopes) au Sud-ouest et des haies etc à l'Est, il est nécessaire d'adapter la délimitation de la zone pour épargner du moins les biotopes au Sud-ouest et de les maintenir en zone verte (élément important du réseau existant et à renforcer).
- La limite Ouest du zonage est à vérifier, alors qu'il empiète sur le maillage écologique et qu'il n'est pas clair s'il respecte à tous les endroits (notamment au nord) la zone non aedificandi de 37 mètres le long de l'autoroute. En outre, la limite de la zone semble se rapprocher très étroitement de la crête entre le terrain plat et la pente arborée donnant sur l'autoroute, ce qui y limite la mise en place d'une zone tampon verte efficace. Il serait plus approprié de maintenir en zone verte une partie des biotopes le long de l'autoroute au lieu de les intégrer dans la servitude « trame verte » qui n'en garantit pas la fonction d'écran/couloir vert.
- En outre, d'après les informations disponibles dans le rapport environnemental, des études de terrain sont encore requises en ce qui concerne les espèces protégées, alors que les données disponibles mettent en évidence l'utilisation potentielle de parties de la zone (p.ex. Milan royal, Pic vert, Rougequeue à front blanc,...).
- **Zone 10 :** Le rapport environnemental met en évidence un certain nombre d'incertitudes concernant les incidences environnementales de cette zone qui constitue majoritairement une extension, superposée par une ZAD, rapprochant la localité directement à la voie de délestage projetée. Au vu des informations présentées et l'absence de données plus concrètes, le Ministère de l'Environnement ne peut, à ce stade, soutenir la conclusion présentée dans le rapport environnemental. Ainsi, la zone est à maintenir en zone verte.
- **Zone 11 (+ extension supplémentaire au nord vers le rond-point qui n'est pas intégrée dans la zone évaluée) :** La zone 11 constitue la principale zone d'habitation au Nord de la route d'Arlon. Le projet de PAG prévoit un remaniement conséquent à cet endroit combiné à une réorganisation du réseau routier qui donnent lieu aux remarques suivantes :
 - Même si l'extension de la zone Hab-1 (Bolleschmuer – partie 4) vers le rond-point Nord n'est pas catastrophique pour la protection de la nature et le paysage, il faut questionner le bien-fondé de ce scénario qui rapprochera la zone Hab-1 à un rond-point très fréquenté, la nouvelle voie de délestage, etc, ceci en l'absence de toute mesure d'intégration. Au vu des nuisances y existantes ne serait-il pas plus opportun d'y envisager une autre affectation (p.ex BEP,...) ? A cela s'ajoute que la commune procède de l'autre côté de la voie de délestage à un reclassement d'une zone Hab-1 en zone verte, de manière à ce que l'approche adoptée n'est pas toute à fait cohérente.
 - La zone comprend certains biotopes importants formant un couloir écologique en direction Sud-Nord. Son intégration dans une coulée verte est indispensable et à privilégier par rapport à une compensation. Or, la trame verte prévue dans le projet de PAG ne semble que partiellement intégrer la structure écologique existante. Il est indéniable qu'une telle trame verte constitue une nécessité absolue (non seulement pour cette zone, mais également d'autres zones à urbaniser, p.ex. 2,6...) et il est conseillé de réévaluer la faisabilité concrète de la mise en oeuvre de celle-ci par rapport à la propriété des terrains, alors que la servitude ne frappe qu'une partie des terrains à

développer. Son prolongement vers le Nord (voir point ci-dessus) est également à perfectionner.

- Le terrain a une valeur écologique pour certaines espèces protégées de manière à ce qu'une étude de terrain s'impose au plus tard au niveau de la concrétisation des PAP.
- **Zone 12 :** Dans la logique de ce qui précède, le projet de PAG prévoit de superposer la partie Ouest du projet Pescher par une servitude « espace vert », actuellement classée en zone parc (donc zone verte), au lieu d'y prolonger la zone BEP_ep désignée au Sud (partie déjà réalisée du projet). Si cette approche est compréhensible dans l'optique de l'intégration de la zone dans le PAP NQ, elle ne pourra cependant uniquement être approuvée si les conditions suivantes sont intégrées dans la partie écrite y relative : a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...).

Deux espaces publics déjà réalisés dans la partie Sud font partie du réseau routier (zone blanche), alors que leur qualité diffère largement. Celle au Sud semble constituer un parking ouvert (sans qualité urbaine/paysagère – est-ce la destination finale ?) et l'autre plus au Nord est aménagé comme espace vert public et devrait donc plutôt figure dans zone BEP_ep (ou similaire).

- **Zone 15 :** D'après les informations présentées dans le rapport environnemental cette extension de ca 1,2 hectares serait dédiée à l'extension du centre de scout ainsi qu'au logement locatif social. L'utilisation de la zone BEP n'est pas spécifiée. Afin de maintenir une zone de transition cohérente vers le paysage ouvert (projet d'aménagement de l'ancienne décharge autorisée en zone verte²) et d'éviter une excroissance importante par rapport à une limite cohérente des zones destinées à être urbanisées, le ministère plaide pour un maintien de la délimitation du PAG en vigueur. A noter la réserve foncière encore disponible dans la zone BEP désignée dans le PAG en vigueur pour les besoins des scouts et l'absence de solutions de substitution analysées pour l'emplacement du logement locatif social.
- **Couloirs pour projets routiers :** Le projet de PAG comprend deux couloirs de projets au Nord de Strassen. L'un, à l'Ouest, fait partie des corridors de délestage inclus dans le PST, l'autre, au Nord-Est, traverse la zone de verdure et semble être lié au développement de certains PAP (e.a. Pescher Nord) pour en assurer un deuxième accès. Aucun des couloirs n'a été directement thématiqué dans le rapport environnemental. La voie de délestage liant le PAP Pescher au rond-point existant passe par une zone de verdure couvrant la décharge pour déchets inertes. Il est à noter que l'autorisation initiale relative à la décharge (loi protection de la nature / 2014) comprenait un plan de recultivation et que la prédite route n'est pas compatible avec celui. A ce stade, le Ministère de l'Environnement est toujours en attente (autorisation modifiée du 26.7.2016 / 79739_M) d'un plan définitif reprenant les mesures compensatoires ainsi que l'aménagement final de la décharge. En l'absence d'une clarification, ledit couloir ne pourra trouver l'accord du Ministère de l'Environnement. Les conflits potentiels à cet endroit ne sont donc qu'insuffisamment traités dans le rapport environnemental.

² A vérifier par rapport à la dernière mouture disponible du plan de recultivation

- **Zone 16** : La régularisation du site Kandel (près du rond-point CR181 vers Bridel, échangeur autoroute » peut être approuvée à condition que la partie écrite soit précisée par les constructions y autorisables (respectivement interdites) et une définition du terme « tourisme rural » qui n'est pas suffisamment précis (p.ex. est-ce qu'un hôtel pourrait y être autorisé ?).
- **Zones BEP_ep** : Si d'une manière générale l'approche choisie pour la désignation de zones BEP_ep est partagée, certaines zones méritent une attention particulière alors qu'elles font partie de la zone verte dans le PAG en vigueur et ce au vu de la présence de biotopes protégés, de leur fonction dans le maillage écologique existant et l'axe verte à créer entre les parties Nord et Sud de Strassen.

Les zones suivantes ne peuvent pas être approuvées et doivent être classées en zone de verdure :

- a) la zone BEP_ep envahie de biotopes protégés allant du croisement rue des carrefours/rue des mugnets vers l'autoroute pour longer celle-ci et former une lisière au Nord des zones destinées à être urbanisées,
- b) la zone BEP_ep à l'Est du Val des Roses (tampon avec l'autoroute) dans la ligne de la zone de verdure désignée au Nord,
- c) les extensions de la zone BEP à l'Est entre la Mairie et la rue Feyder ainsi que la partie à l'Est de la rue Feyder devraient préférentiellement être classées en zone BEP_ep (non pas BEP),
- d) il en est de même de la zone BEP à l'ouest du Centre culturel et ceci dans l'optique de maintenir (dans la mesure du possible) un corridor d'espaces verts publics aussi cohérent que possible.

Pour ce qui en est de la zone BEP_ep située en pente entre la Cité Rackenberg et rue de Reckenthal, il est vivement recommandé de la classer en zone de verdure au vu des structures écologiques existantes faisant partie du maillage entre l'espace intra- et extra-urbain, tout en étant conscient qu'elle fait aujourd'hui partie des surfaces urbanisables.

III. APPRECIATION SUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT GENERAL

Eu égard au projet de PAG soumis pour avis, il convient de constater que l'autorité communale a tenu compte d'un certain nombre de recommandations formulées dans le rapport environnemental, dont entre autres :

- l'identification des biotopes et habitats d'espèces protégés dans la partie réglementaire du PAG,
- la prise en compte de la zone à risque « Seveso »,
- la définition de certaines servitudes en relation avec la biodiversité et le maillage des espaces verts.

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

- transposer par une servitude dans la partie réglementaire des mesures d'intégration paysagère et de renforcement du maillage écologique le long des zones à urbaniser au nord (zones 11, 12, 13),
- étant donné que la grande majorité des zones classées en zone BEP_ep figurent dans le PAG en vigueur parmi la zone verte, la description de la zone est à préciser de la manière suivante : « Art 5.2 Zones d'espaces verts publics : La zone d'espaces verts publics est réservées »,
- préciser à l'article 9 la notion de « tourisme rural » de manière à ce qu'il soit clair quels types de bâtiments y peuvent être érigés et quels types de bâtiments y sont interdits. La définition est à différencier pour les zones 16 et 19 compte tenu de leur sensibilité écologique différente,
- redresser une erreur matérielle dans l'article 17 au niveau de l'énumération des servitudes (deuxième point) : - la servitude « urbanisation – HABITAT » (H) au lieu de «espace vert »),
- préciser à l'art 12, pour éviter toute confusion, que « ...les bâtiments nécessaires à la première transformation du bois et à la surveillance du bois » doivent d'après l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 (protection de la nature) être en « rapport direct avec la forêt exploitée » et que les « activités de transformation du bois en tant que matière première énergétique ou de construction » ne tombent pas sous les activités autorisables en zone verte,
- adapter la servitude arrêtée à l'article 17.1 par les points suivants: a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...),
- préciser la servitude définie à l'article 17.2 qui n'apparaît qu'une seule fois dans le projet de PAG de la manière suivante : « La servitude « urbanisation – habitat » a comme objectif de protéger un corridor de déplacement et des terrains de chasse d'espèces protégées (avifaune, chiroptère). Les mesures suivantes sont à respecter à l'intérieur des surfaces couvertes par cette servitude : ». Les mesures indiquées dans la partie écrite sont à reprendre tel quel. Toute formulation « Il s'agit notamment » est à éviter,
- préciser la servitude définie à l'article 17.5 en enlevant le réseau routier et en précisant que les plantations doivent également être adaptées à la station. Le concept d'ensemble est à établir selon les principes d'un aménagement écologique,
- appliquer sur la partie graphique les servitudes définies aux articles 17.3 et 17.4 d'une manière plus conséquente (voir également le premier point ci-dessus concernant l'intégration paysagère). Les plantations ne doivent non seulement être indigènes mais

également adaptées à la station. A ce stade, ces servitudes semblent se limiter à la ECO-c1 au lieu-dit « Tëschel », malgré le fait que le projet de PAG ainsi que le projet du PSZAE y prévoient un développement urbanistique important de façon à en limiter considérablement les effets escomptés,

- biffer le couloir pour projets routiers dans la zone de verdure aux lieu-dits « Krescher / Schleedbiërg » alors qu'il risque de ne pas être en phase avec les obligations découlant de l'autorisation 79739_M en matière de protection de la nature. Il importe de trouver une solution d'ensemble intégrant toutes les contraintes.

En outre, il faut constater que dans le catalogue des mesures de réduction et de monitoring, la situation acoustique existante au niveau des surfaces 2, 6b, 10, 11, 13, 16, 17 et 18 a été prise en considération. Dans les parties écrites des schémas directeurs qui s'y rapportent, des mesures de réduction d'impact sonore ont encore été mentionnées, et dans les parties graphiques afférentes, des « mesures d'intégration spécifiques » (visant à priori les aspects paysagers, acoustiques, visuels, etc. confondus) ont été prévues. Or, aucune zone tampon qui pourrait servir de protection acoustique n'a été transposée dans la partie réglementaire du PAG. Si pour certaines surfaces superposées par une « zone d'aménagement différé », la décision quant à la définition de telles zones tampon pourrait encore être reportée jusqu'au reclassement définitif, il est à déplorer que pour d'autres surfaces destinées à l'habitation (p. ex. 2, 6b, 16, 17, 18) celles-ci seraient dépourvues de zones tampon visant à réduire l'impact acoustique.

En ce qui concerne le volet « Seveso », l'article 20 de la partie écrite du projet de PAG définit une « zone à risque concernant la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses », alors que la partie graphique désigne une « zone à risque concernant la sécurité et la santé des personnes (Art. 20 PE PAG) ». Pour ne pas prêter à confusion, il est recommandé de veiller à une représentation identique dans la partie écrite et la partie graphique. Il en est de même pour la représentation graphique de la zone sur la partie graphique du projet de PAG dont la signature ne correspond pas à celle présentée sur la légende et qui ne semble pas correspondre à l'ensemble de la zone « Seveso » à considérer. A cela s'ajoute une formulation irritante (avant-dernier alinéa de l'article 20 de la partie écrite), étant donné que les trois dépôts pétroliers en question se trouvent sur le territoire de la commune de Bertrange et que la commune de Strassen ne pourra pas imposer par son PAG une décontamination sur le territoire communal limitrophe. En pratique, seule la question d'une migration d'une pollution des dépôts à Bertrange vers le territoire de Strassen pourrait se poser.

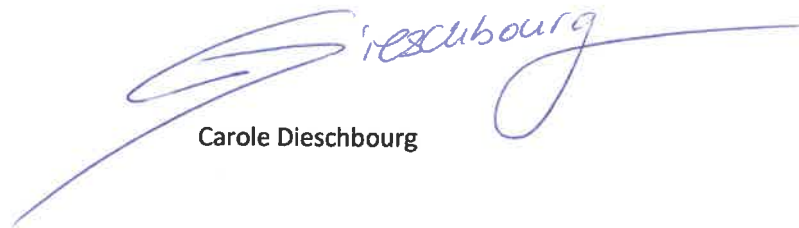
Pour ce qui en est du bruit, il reste à noter que la « zone de bruit » indiquée sur la partie graphique du projet de PAG se base sur les cartes de bruit « L_{ngt} » représentant la situation de 2011. Des cartes de bruit plus récentes représentant la situation de 2016 sont disponibles dans le catalogue « environnement » sur www.geoportail.lu. Dans cette logique, l'article 21 « zone de bruit » dans la partie écrite du PAG serait à réviser pour préciser que les cartes sont soumises à une mise à jour périodique et que, par conséquent, leurs empreintes sur le terrain sont susceptibles de changer. Au lieu de se référer aux cartes de bruit établies par l'Administration de l'environnement, il serait plus approprié que le texte du PAG se réfère au *règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement* qui fixe le cadre légal pour la mise en œuvre des cartes de bruit. Une appréciation plus précise des mesures proposées n'est pas possible, alors que le projet de règlement sur les bâtisses ne fait pas partie du dossier à me soumettre pour avis. Notons à toutes fins utiles que le Ministère de l'Intérieur a publié un « *Règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites* » traitant, entre autres les sujets des zones de bruit et des protections contre le bruit. Se pose encore la question pour les dispositions de l'article 21 imposent

des exigences différentes pour les PAP NQ (« à minimiser l'exposition au bruit des espaces extérieurs des logements ») par rapport au PAP QE (« toutes les nouvelles constructions destinées au logement doivent présenter une isolation acoustique appropriée »).

Finalement, je tiens à vous rappeler que le vote du conseil communal en vertu de l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain me devra être transmis pour approbation conformément à l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, alors que la délimitation de la zone verte est modifiée par le présent dossier.

Mes services se tiennent à votre disposition pour clarifier d'éventuelles questions en relation avec le présent avis.

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau



**Loi du 18 juillet 2018 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles**

**Avis ministériel concernant le projet d'aménagement général
de la commune de Strassen**

N/Réf : 72986

Dossier suivi par : Philippe Peters

Tél. : 247 86827

E-mail : philippe.peters@mev.etat.lu

1. Contexte légal

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) ;

Vu plus particulièrement son article 5 en vertu duquel tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'avis du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ;

S'agissant en l'espèce d'un avis relevant de la procédure d'approbation du plan d'aménagement général et revêtant de ce fait un caractère réglementaire, les critères d'appréciation en la matière sont circonscrits par les objectifs de ladite loi tels que déterminés dans son article 1^{er}, libellé à savoir :

- la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel;
- la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels ;
- la protection et la restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes ;
- le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques;
- la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations ;
- le maintien et la restauration des systèmes écosystémiques ; et
- l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

Considérant qu'il s'ensuit que le choix des surfaces destinées à être urbanisées devrait se porter prioritairement sur des terrains ne représentant pas ou peu de sensibilités environnementales;

Vu son article 33 aux termes duquel le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne marque son accord sur le plan ou projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité d'une zone Natura 2000, sur base d'une évaluation des incidences à réaliser en vertu de l'article 32 ;

Vu son article 17 relatif à la protection des biotopes, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation est évalué non favorable et

l'obligation de soumettre toute réduction, destruction ou changement des milieux naturels précités à l'autorisation du Ministre ;

Vu son article 21 en vertu duquel la destruction des sites de reproduction et des aires de repos et d'hibernation des espèces intégralement protégées est interdite et considérant que tout corridor majeur de déplacement et toute aire de chasse essentielle y fonctionnellement liés font partie des sites et aires protégés mentionnés par l'article 21 ;

Que par ailleurs, il convient de rappeler qu'à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes, le législateur a instauré un système d'évaluation préalable au niveau de la planification des plans et programmes. La plus-value de la prédite loi réside donc dans le fait que sa juste application devrait permettre d'aboutir à une sécurité juridique à un niveau de planification suffisamment précoce et d'éviter le scénario que les études d'impact requises à des stades ultérieurs de la procédure concluent à la non-faisabilité du projet ;

2. Avis

Vu le projet d'aménagement général tel que soumis au conseil communal de Strassen dans sa séance du 27 février 2019 ;

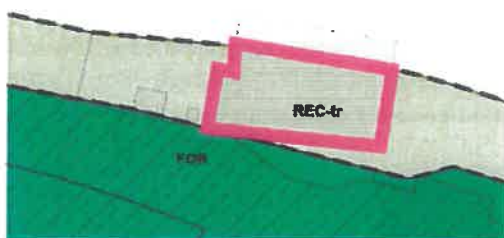
En ce qui concerne les modifications de la délimitation de la zone verte,

1. toutes les modifications rendant à la zone verte des portions de terrain par un redressement de la délimitation de certaines zones urbanisées ou destinées à être urbanisées respectivement le reclassement en zone verte **peuvent être approuvées** dont notamment
 - le reclassement de la zone NQ ZADMIN au lieu-dit « Grousswiss »,
2. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **peuvent être approuvées à condition que**
 - la délimitation de la zone 2¹ (zone Spec-ad, zone Eco-c1) soit adaptée pour épargner les biotopes protégés existant au sud-ouest. La délimitation de la zone à l'ouest le long de l'autoroute est à redresser pour réduire son impact sur le maillage écologique existant et pour éviter que le rapprochement futur des bâtiments vers la crête entre le terrain plat et la pente arborée en réduisent la fonctionnalité (voir liséré en bleu). En outre, la servitude « trame verte » est à adapter en interdisant la construction du réseau routier à l'intérieur de la « trame verte »,

¹ Numérotation appliquée dans le cadre du rapport environnemental



- la délimitation de la zone 19 se limite à la construction (bâtiment) existante et que la partie écrite de la REC soit précisée pour en limiter l'utilisation à l'équitation au vu de la localisation du site à proximité directe d'une zone Natura 2000 et de la sensibilité du site localisé dans un vallon étroit entre deux forêts,



- la servitude « espace vert », superposant la zone 12 PAP NQ Hab1 Pescher 5 & 6b, soit précisée pour garantir la qualité écologique du maillage des espaces verts à mettre en place par les conditions suivantes : a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...),
- la partie écrite relative à la régularisation du site Kandel (zone 16) soit précisée par une définition du terme « tourisme rural », respectivement des constructions liées à l'équitation et l'exploitation agricole autorisables, au vu de l'exposition du site à l'entrée du village ;

3. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **ne peuvent pas être approuvées**, à savoir

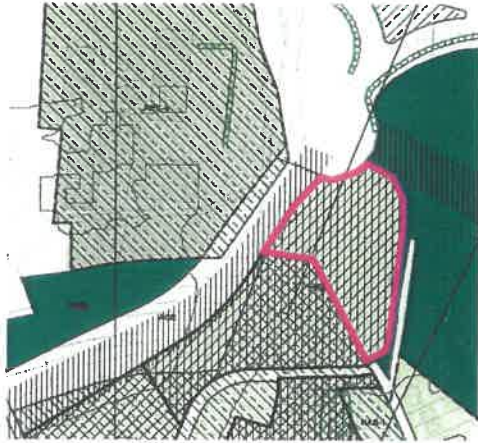
- la zone 10 (rue des Carrières), dont une grande partie constitue une modification de la délimitation de la zone verte, en raison de la présence potentielle d'espèces protégées et d'habitats potentiellement essentiels et en l'absence d'études de terrain ;



- la zone 15 (Schleidberg) alors qu'elle constitue une excroissance significative dans le paysage ouvert à réaménager par rapport à la bordure cohérente prévue dans le projet de PAG pour la partie nord du tissu urbain existant et encore à développer ;



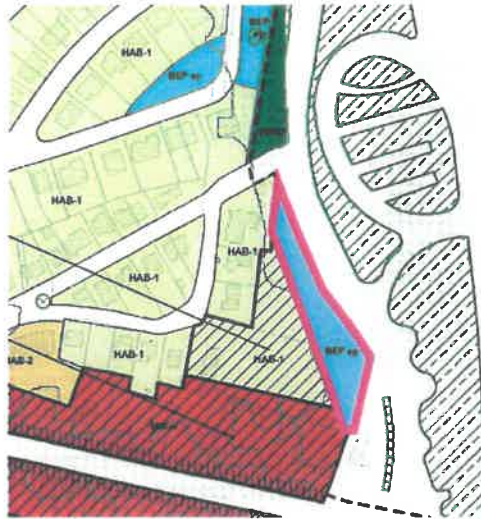
- la zone au nord de la zone 11 (Potent/Bolleschmuer – partie 4) constituant une excroissance supplémentaire réduisant considérablement la création d'un maillage écologique de qualité avec la zone de verdure au nord ;



- la zone BEP-ep envahie de biotopes protégés allant du croisement rue des carrefours/rue des muguetts vers l'autoroute pour longer celle-ci et former une lisière au nord des zones destinées à être urbanisées ;



- la zone BEP-ep à l'Est du Val des Roses dotée de structures écologiques (tampon avec l'autoroute) dans la ligne de la zone de verdure désignée au nord et formant un maillage relativement cohérent ;



4. toute autre modification de la délimitation de la zone verte qui constitue une extension des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées **peut être approuvée.**

Cas particuliers :

- Dans l'esprit de ce qui précède, mais sans constituer un critère de refus, je tiens à encourager la commune à classer également les extensions de la zone BEP à l'est entre la Mairie et la rue Feyder ainsi que la partie à l'est de la rue Feyder en zone BEP-ep, de même que la zone BEP à l'ouest du Centre culturel afin de maintenir un corridor d'espaces verts publics aussi cohérent que possible.
- Pour ce qui en est de la zone BEP-ep située en pente entre le Cité Rackenberg et rue de Reckenthal, qui ne constitue pas une extension, un classement en zone de verdure est recommandé au vu des structures écologiques existantes faisant partie du maillage entre l'espace intra- et extra-urbain.
- Finalement, sans que la zone superposée n'engendre une modification de la délimitation de la zone verte, il est vivement recommandé de ne pas superposer la zone de verdure au lieu-dit « Schleiderg » par un couloir pour projets routiers en l'absence d'un plan final du réaménagement de la décharge pour déchets inertes.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur,
Administration de la nature et des forêts

